



GAUCHE DÉMOCRATIQUE & SOCIALE

Communiqué commun du 13 novembre 2019

Pour un système de santé digne de notre pays : Stop à la casse du service public !

Avant les congés d'été, de nombreux services d'urgence se sont mis en grève. Les vacances n'ont pas brisé ce mouvement : durant la période estivale, la grève a gagné plus de 200 services soit plus de la moitié des urgences sur le territoire métropolitain. Une ampleur jamais égalée ; pas un jour sans qu'un nouveau service débraye ou sans que les grévistes reçoivent un nouveau soutien.

Cette situation n'est pas le fait du hasard. Elle est la conséquence des insuffisances budgétaires qui se sont amplifiées d'années en années pour atteindre l'insupportable. Les médecins urgentistes, à travers leur association et l'intersyndicale des praticiens hospitaliers, ont rejoint le mouvement des soignants.

La réponse d'Agnès Buzyn a été scandaleusement en dessous de toute prise en compte raisonnable du malaise des hospitaliers en général, des services d'urgence en particulier. Comme d'habitude, le gouvernement et la ministre de la santé renvoient à une meilleure organisation des soins, au « faire mieux avec moins ». Ce refus systématique de reconnaître que le manque de moyens est le problème principal a cristallisé les mécontentements. Et au grand dam du gouvernement les a fédérés : aujourd'hui, médecin et personnels soignants, tous expriment ensemble leur ras le bol et leurs exigences.

De plans dit d'économie en plans d'austérité, la part des dépenses consacrée à l'hôpital public est devenue, en France, la plus faible des pays développés : 3,6%. Quelle performance pour un pays qui, au sortir de la guerre et sur un territoire dévasté, avait trouvé les ressources pour créer la sécurité sociale et construire un réseau dense d'hospitalisation publique, de l'hôpital rural de proximité au plus grand CHU du monde : l'AP-HP !

L'annonce, dans le PLFSS, du maintien d'une politique de rigueur budgétaire avec une augmentation de 2,1% -qui ne permettra même pas de maintenir l'existant, et alors que la fort peu gauchiste Cour des comptes évoque un minima de 4,4%- achève de mettre le feu aux poudres !

Leur message des professionnels est simple : « On veut la réouverture des lits, la réembauche de tout le personnel qui a été supprimé au fil du temps et une revalorisation correspondant au rattrapage de 10 ans de blocage des salaires ».

La nouveauté réside dans la mobilisation massive des usagers qui, de partout, s'organisent en comités de soutien à leur hôpital, à leur maternité, à leur services d'urgence, de chirurgie, de cardiologie qui sont fermés par les ARS ou en passe de l'être.

R&S et GDS sont aux côtés des personnels, médicaux et soignants, comme des usagers qui se mobilisent, pour que notre pays garde un système d'hospitalisation publique, et plus généralement un système de santé, digne et performant au service de la population et sur l'ensemble du territoire !